

und seitdem unter unmenschlichen Bedingungen festgehalten worden. Angesichts dieser Ereignisse und der Lage in Mali beruft François Hollande am selben Tag den nationalen Verteidigungsrat ein. Aus Sorge vor islamistischen Rachakten weist er einen verstärkten Schutz von Regierungsgebäuden und des öffentlichen Nahverkehrs in Frankreich an. Am 17. Januar gibt die islamistische Shebab-Miliz in Somalia bekannt, Denis Alex hingerichtet zu haben.

12.01. Marseille feiert mit einem festlichem Straßenumzug und zahlreichen Konzerten den Auftakt zum Jahr als Europas Kulturhauptstadt 2013. Rund 400 Kulturveranstaltungen sind geplant. Von dem Jahr als europäische Kulturhauptstadt erhofft sich Marseille wichtige wirtschaftliche Impulse (siehe die Beiträge von Elisabeth Schreiber und Wolfgang O. Hugo in diesem Heft).

12.01. Unterstützt von der katholischen Kirche und der konservativen Opposition findet in Paris eine Massendemonstration gegen die geplante Einführung der Eheschließung und des Adoptionsrechts für gleichgeschlechtliche Paare statt. Bereits Mitte November hatten landesweit 100 000 Menschen gegen die Pläne der Regierung demonstriert. Die Debatte um das Gesetz war zuletzt mit zunehmender Schärfe geführt worden. Für Aufführung hatte insbesondere ein Brief von Bildungsminister Vincent Peillon gesorgt, der vor Diskussionen über das Projekt in katholischen Schulen gewarnt hatte.

15.01. Nach Angaben des französischen Statistikamtes Insee wächst die Bevölkerungszahl in Frankreich einschließlich seiner Überseegebiete weiter an, allerdings langsamer als in den vergangenen zehn Jahren – 2012 um nur 300 000 auf 65,8 Millionen. Als Grund für den vergleichsweise geringen Zuwachs werden höhere Sterbezahlen angegeben.

16.01. Nach wochenlangem Streit um den Parteivorsitz demonstriert die konservative Oppositionspartei UMP wieder Zusammenhalt: Die abtrünnigen Abgeordneten in der Nationalver-

Visites à Berlin

Le premier ministre grec est reçu par Angela Merkel le 7 janvier, où il participe à un sommet économique. Le 9 janvier, à quelques jours des élections présidentielles tchèques auxquelles il ne peut participer après deux mandats, Václav Klaus fait ses adieux au président allemand et à la chancelière. Le 16, Angela Merkel reçoit le président de la Côte d'Ivoire, également président de l'Union économique ouest-africaine (Ecowas) qui veut avec la France soutenir militairement le Mali dans son combat contre les rebelles islamistes. Le 4 février, le premier ministre espagnol participe à Berlin aux consultations gouvernementales germano-espagnoles. Le 26 février, le nouveau chef de la diplomatie américaine, John Kerry, effectue sa première visite à Berlin, où il rencontre également son homologue russe. Le même jour, Guido Westerwelle, accueille son homologue ukrainien à Berlin et demande que l'ancienne première ministre Ioulia Tymochenko actuellement incarcérée, fasse l'objet d'un procès correct. Le 28 février, Angela Merkel s'entretient avec le président italien en visite de quatre jours en Allemagne. Elle reçoit le 12 mars le président de Hongrie et critique les récentes modifications constitutionnelles votées par le Parlement de Budapest.

Au lendemain du discours prononcé à Londres par le premier ministre britannique sur la perspective d'un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union européenne, la chancelière précise le 23 janvier que « *l'Allemagne souhaite que la Grande-Bretagne demeure une partie importante et un membre actif de l'Union* ». Le 28 janvier, elle rend hommage à la reine Beatrix des Pays-Bas qui a annoncé vouloir laisser son trône le 30 avril à son fils. Joachim Gauck souligne pour sa part le rôle joué par la souveraine dans la réconciliation entre Néerlandais et Allemands.

sammlung kehren de facto in die Fraktion der Oppositionspartei UMP zurück, indem die abgespaltene R-UMP nicht an einer Unterrichtung der Fraktionschefs durch die Regierung teilnimmt.

Im Leitungsgremium der UMP werden Anhänger von François Copé künftig das gleiche Gewicht haben wie Unterstützer von Ex-Premierminister François Fillon. Die beiden Rivalen hatten sich nach der Urwahl zum Parteichef im November 2012 einen erbitterten Machtkampf geliefert und sich später auf eine Wiederholung der Wahl im September geeinigt.

22.01. Frankreich und Deutschland begehen in Berlin den 50. Jahrestag des am 22. Januar 1963 von Konrad Adenauer und Charles de Gaulle unterzeichneten Elysée-Vertrages. Den Auftakt bil-

det der Empfang von Staatspräsident François Hollandes durch den Bundespräsidenten, Joachim Gauck. Es folgen eine gemeinsame Kabinetsitzung sowie eine gemeinsame Plenarsitzung mit über tausend Abgeordneten beider Länder im Bundestag.

23.01. Die Nationalversammlung verabschließt den sogenannten Generationenvertrag, der noch im ersten Quartal 2013 in Kraft treten soll. Ziel des Vertrages ist die Schaffung bzw. Erhaltung von 500 000 Arbeitsplätzen für ältere Arbeitnehmer und Jugendliche bis 2017. Dabei wird ein

Visites à l'étranger

Angela Merkel se rend le 11 janvier à Chypre pour un congrès des partis populaires européens à Limassol. Le 26 janvier, elle participe à Santiago du Chili à un sommet de l'Union européenne et de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC). L'Allemagne et le Chili signent en marge de cette manifestation un accord sur les matières premières. Le 23 février, la chancelière effectue une visite de deux jours en Turquie, au cours de laquelle elle rencontre les quelque 300 soldats de la *Bundeswehr* stationnés dans le sud du pays dans le cadre du déploiement des missiles de défense *Patriot* de l'OTAN, pour protéger la Turquie contre les attaques syriennes. Au cours de ses entretiens avec le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, elle souhaite que les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne soient relancées, tout en faisant part de son scepticisme sur une adhésion pleine et entière. La non-reconnaissance de Chypre par Ankara reste un obstacle à ces négociations. Le 6 mars à Varsovie, Angela Merkel participe avec le président français François Hollande à un sommet du groupe de Visegrad, forum de discussion informel qui réunit depuis 1991 les dirigeants de Pologne, de Tchéquie, de Hongrie et de Slovaquie.

Le ministre des Affaires étrangères quant à lui effectue à partir du 2 février une visite aux Philippines, à Singapour et en Indonésie. C'est son troisième déplacement en Asie du Sud-Est. Le 21

février, il se rend en Albanie, puis dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, avec pour principal thème d'entretiens leur rapprochement de l'Union européenne. Selon lui, « *la primauté du droit, le règlement des conflits dans un esprit de coopération fondée sur le bon voisinage ainsi que la coexistence pacifique des différents groupes de population sont indissociablement liés à l'avenir prospère de cette région* ». Le 19 mars, le ministre des Affaires étrangères mène plusieurs entretiens à Tunis avec le président, le gouvernement et des représentants de l'opposition pour les soutenir dans leurs efforts de mener à bien le changement démocratique. Il est le premier ministre d'un pays occidental à se rendre en Tunisie depuis l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement.

Le chef de l'Etat, Joachim Gauck, entame le 17 mars une visite de quatre jours en Ethiopie, son premier voyage à l'étranger depuis son arrivée à la présidence le 18 mars 2012. Addis Abeba, la capitale, est aussi le siège de la représentation permanente de l'Union africaine qui célèbre cette année le 50^e anniversaire de sa fondation. Connue pour ses positions courageuses contre le régime communiste de l'ex-RDA, Joachim Gauck déplore la situation des droits de l'homme sur le continent africain qui abrite plus de la moitié des enfants-soldats recensés par l'ONU. L'ancien pasteur se rend également dans le nord du pays, pour visiter les églises médiévales taillées dans la roche à Lalibela, lieu de pèlerinage des chrétiens orthodoxes.

Un optimisme prudent

Dans une estimation publiée le 8 janvier, le ministre de l'Economie, Philipp Rösler, estime que l'économie allemande traverse une phase de ralentissement transitoire. Selon lui, l'année 2013 s'ouvre sur des signaux positifs, après une croissance de 0,7 % en 2012, chiffre publié le 15 janvier dans le rapport économique annuel du gouvernement. La croissance, selon ce rapport, ne devrait pas dépasser 0,4 % en 2013, le rebond est attendu pour la fin de l'année. Les comptes publics ont retrouvé une situation excédentaire en 2012, pour la première fois depuis cinq ans. Le 25 mars, les cinq Sages du Conseil d'experts chargé d'évaluer la situation économique corrigent à la baisse la prévision de croissance et la ramènent à 0,3 %, en raison du ralentissement constaté à la fin de l'année 2012. Selon eux, les exportations devraient croître moins vite que les importations en 2013. La *Bundesbank* s'attend quant à elle à une croissance du PIB de 0,4 %, la Commission européenne de 0,5 %. L'Office allemand des statistiques confirme le 13 février que la crise de la dette dans la zone euro et l'affaiblissement de la conjoncture mondiale ont freiné l'économie allemande plus fort que prévu,

avec au quatrième trimestre de 2012 une baisse du PIB de 0,6 % par rapport au trimestre précédent.

L'indice Ifo du climat des affaires, publié le 27 janvier, enregistre au mois de janvier une hausse de 1,8 point, la troisième en trois mois, traduisant ainsi un retour à l'optimisme. C'est le cas chez *Volkswagen*, qui annonce au salon de Detroit le 14 janvier n'avoir jamais vendu autant de véhicules qu'en 2012 : plus de 9 millions, soit une progression de 11,2 %. Deux jours plus tard, le constructeur allemand ouvre à Silao au Mexique sa 100^e usine au monde. *Volkswagen* entend devenir le premier constructeur auto mondial d'ici 2018.

Malgré une évolution timidement positive de l'économie, le fossé entre riches et pauvres s'est creusé. Selon un rapport publié le 6 mars, les 10 % de foyers les plus riches détiennent plus de 53 % de la richesse. La moitié des foyers en bas de l'échelle des salaires ne perçoivent que 1 % – constatation d'experts qui ne figure plus dans le rapport initial de la ministre du Travail après relecture par le ministre de l'Economie, lequel se contente de relever que « *la richesse privée est très injustement répartie* ».

dreijähriger Zuschuss für Firmen mit bis zu 300 Angestellten von jährlich 4 000 Euro für jeden unbefristeten Arbeitsvertrag vorgesehen, der mit einem jungen Erwachsenen unter 26 Jahren geschlossen wird. Voraussetzung für die Prämie ist, dass zugleich ein Arbeitnehmer ab 57 Jahren im Unternehmen weiterbeschäftigt wird. Nach Angaben der Regierung hat nur jeder zweite junge Beschäftigte einen unbefristeten Arbeitsvertrag.

24.01. Frankreich feiert die Heimkehr der Französin Florence Cassez, die 2005 in Mexiko wegen mutmaßlicher Entführungen zu 60 Jahren Haft verurteilt worden war. Mexikos Oberster Gerichtshof hatte ihre sofortige Freilassung angeordnet, da aufgrund schwerer Verfahrensfehler Grundrechte der Französin verletzt worden seien. Der Fall hatte in den letzten Jahren zu Verstim-

mungen zwischen den Regierungen beider Länder geführt. So zog sich Mexiko 2011 aus einem Mexiko-Jahr in Frankreich zurück, das der damalige Staatschef Nicolas Sarkozy der Inhaftierten Cassez hatte widmen wollen.

28.01. In Paris nehmen nach Polizeiangaben rund 125 000 Menschen an einer Kundgebung für das geplante Eheschließungsrecht homosexueller Paare teil. Zu der Kundgebung hatten Homosexuellenverbände, Gewerkschaften, Menschenrechts- und Frauenorganisationen sowie linke Parteien aufgerufen. Auch in Lyon und Montpellier hatten sich Tausende an Demonstrationen beteiligt. Laut einer Umfrage des Meinungsforschungsinstituts Ifop wird das Gesetz von 63 % der Franzosen befürwortet. Für ein Adoptionsrecht homosexueller Paare sprachen sich 49 % aus.

Un marché de l'emploi en stagnation

L'année 2012 a été une bonne année pour le marché du travail, la meilleure depuis 1991, même si au dernier trimestre l'Allemagne a subi elle aussi les conséquences de la crise économique européenne. Selon les chiffres publiés le 3 janvier par l'Agence pour l'Emploi, la moyenne annuelle a été de 2,897 millions de chômeurs, soit 79 000 de moins qu'en 2011. Néanmoins, 2,84 millions de personnes étaient sans travail au mois de décembre (6,7 %), soit 88 000 de plus que le mois précédent et 60 000 de plus qu'un an plus tôt. En janvier, le nombre de chômeurs augmente pour la première fois en dix mois et dépasse les 3 millions, soit 300 000 de plus qu'en décembre. Tendance confirmée en février en raison des conditions hivernales, avec une augmentation de 18 000 personnes sans emploi par rapport à janvier. Cela représente un taux de 7,4 %. Le mois de mars enregistre une légère baisse du nombre de chômeurs (58 000 de moins que le mois précédent).

L'Allemagne peine à recruter de la main d'œuvre qualifiée, alors que dans toute l'Europe 7,5 millions de jeunes sont sans travail. La ministre du Travail et des Affaires sociales, Ursula von der Leyen, plaide le 30 janvier, dans le cadre d'une conférence européenne sur la réduction du chômage des jeunes, en faveur d'une approche européenne de ce problème. Berlin propose, en coopération avec une quarantaine d'entreprises, des cours de langues pour les jeunes Européens. Un budget de 140 millions d'euros a été alloué à cette initiative pour l'année 2013.

30.01. In Frankreich wird ein Streit über die Einbürgerung von Kindern illegaler ausländischer Leihmütter entfacht. Auslöser ist ein Rundschreiben von Justizministerin Christiane Taubira, in dem diese empfiehlt, den von Leihmüttern ausgebrachten Kindern französischer Paare eine erleichterte Einbürgerung zu gewähren. Weil diese Kinder zwar einen französischen Vater hätten, aber keinen französischen Pass, würde eine komplizier-

te administrative Situation geschaffen. Die Opposition hält mit dem Argument dagegen, dass damit die in Frankreich verbotene Leihmutterschaft indirekt legalisiert würde. Eine Legalisierung der Leihmutterschaft wird von keiner der Parteien im Parlament befürwortet.

30.01. Die französische Arzneimittelaufsichtsbehörde ANSM beschließt das in Frankreich häufig als Kontrazeptivum verschriebene Akne-Medikament *Diane 35* vom Markt zu nehmen. Nach Angaben der Behörde sind rund 125 Thrombose- und vier Todesfälle in den vergangenen 25 Jahren durch die Einnahme des Medikaments, das von rund 315 000 Frauen in Frankreich eingenommen wird, verursacht worden. Bereits Mitte Januar hatte die französische Regierung die Europäische Union dazu aufgefordert, die Verschreibung von Anti-Baby-Pillen der dritten und vierten Generation aufgrund der erhöhten Gefahr von Nebenwirkungen einzuschränken.

30.01. Die französische Ministerin für Ökologie, nachhaltige Entwicklung und Energie, Delphine Batho, erlässt eine Verordnung, nach der ab dem 1. Juli 2013 ein Großteil der Gebäude, die nicht als Wohnraum dienen (wie zum Beispiel Bahnhöfe, Kirchen, Bürogebäude, aber auch Schaufenster) von 1.00 Uhr bis 7.00 Uhr morgens nicht mehr beleuchtet werden dürfen. Ziel dieser neuen Regelung, mit der Frankreich eine Vorreiterrolle in Europa einnimmt, sind Energieeinsparungen, die dem Stromverbrauch von 750 000 Haushalten entsprechen.

Februar/février

01.02. Im Streit über die Nutzung journalistischer Inhalte durch den Suchmaschinenbetreiber *Google* kommt es zwischen dem US-Unternehmen und den französischen Presseverlagen zu einer Einigung: *Google* zahlt 60 Millionen Euro in einen Fonds, der den französischen Medien zugutekommt; sie erhalten zudem einen Zugang zu den Werbeplattformen von *Google*, verzichten aber auf die Bezahlung ihrer Inhalte, auf die die Nutzer über *Google* Zugriff haben und mit denen das Unternehmen erhebliche Werbeeinnahmen erzielt.

02.02. Staatspräsident Hollande reist zum Truppenbesuch nach Mali und wird dort von tausenden Menschen als „Befreier“ gefeiert. Er bestätigt, dass Frankreich Mali zur Seite stehen werde, bis das Land seine Souveränität zurückgewonnen habe. Derzeit befinden sich ca. 3 500 französische Soldaten in Mali im Einsatz.

12.02. Nach monatelangen Debatten und rund 5 000 Änderungsanträgen beschließt die französische Nationalversammlung das Gesetz über gleichgeschlechtliche Eheschließungen und das damit verbundene Adoptionsrecht. Bei zehn Enthaltungen stimmen 329 Abgeordnete für das Gesetz und 229 dagegen. Auch der Senat muss über das Gesetz entscheiden.

14.02. Im europäischen Pferdefleischskandal, bei dem zahlreiche Lebensmittelhändler wissenschaftlich als Rind deklariertes Pferdefleisch verkauften, ist auch der französische Lebensmittelhändler *Spanghero* betroffen. Dieser hatte rund 750 Tonnen falsch deklariertes tiefgefrorenes Fleisch verkauft. Dem Unternehmen wird daher der Handel mit tiefgefrorenem Fleisch verboten. Am 23. Februar fordert François Hollande bei der Eröffnung der internationalen Landwirtschaftsmesse in Paris eine umfassendere Etikettierung für Fertigfleischgerichte in ganz Europa.

15.02. Frankreichs Regierung kippt die im Juli 2012 eingeführte Mitführpflicht von Alkoholtests für Autofahrer. Das Nichtmitführen wird künftig

Débats sur la sécurité

Dans le cadre de la conférence annuelle de Munich sur la sécurité, en présence de nombreuses personnalités allemandes et étrangères, le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, dresse le 3 février la liste des défis qui se posent à la sécurité en Europe et à l'échelle transatlantique. Les débats informels portent sur la Syrie et le Mali, mais aussi sur la politique nucléaire de l'Iran et sur la cybercriminalité. Cette réunion permet également de nombreux entretiens bilatéraux, notamment avec les ministres des Affaires étrangères russe, polonais, afghan et iranien.

Les députés du *Bundestag* donnent le 31 janvier à une large majorité (435 contre 111) leur feu vert pour prolonger de 13 mois le mandat des soldats allemands en Afghanistan. Le nombre de soldats devra cependant être ramené à 3 300 jusqu'en février 2014 (contre 4 350 actuellement stationnés dans la région de l'Hindu Kush). 34 soldats allemands ont été tués au cours de leur mission. Le ministre de la Défense, Thomas de Maizière, se rend en Afghanistan le 4 mars pour constater les préparatifs du retrait des troupes de la *Bundeswehr* et la remise du commandement aux troupes afghanes. Après la fin de la mission de l'OTAN, la *Bundeswehr* ne maintiendra que des formateurs sur le terrain. Six mois après la fermeture du camp de Faizabad, la *Bundeswehr*

envoie le 31 mars de nouveau des soldats dans la région, des officiers de liaison dont la mission est d'aider les forces sur le terrain.

Le 19 février, le conseil des ministres décide d'envoyer jusqu'à 330 soldats au Mali (cf. page 8). Un premier mandat de l'Union européenne (EUTM) prévoit la formation de soldats et l'envoi d'une quarantaine de médecins. Exceptionnellement, la réunion des ministres est avancée d'une journée pour permettre au *Bundestag* de débattre sur cette question dans la même semaine. Le second mandat concerne la mission internationale des Nations-Unies sous conduite africaine (AFISMA) et vise à envoyer jusqu'à 150 soldats allemands pour contribuer au ravitaillement aérien des avions de combat français. Depuis la mi-janvier, 63 soldats de la *Bundeswehr* acheminent des soldats des armées africaines vers Bamako, la capitale malienne, à l'aide de trois avions *Transall*, mais sans approbation du *Bundestag*. Le 28 février, les députés approuvent largement les deux mandats (respectivement 496 et 492 voix) limités jusqu'au 28 février 2014. Le 18 mars, le ministre de la Défense se rend au Mali avant que ne débute la mission de la *Bundeswehr*. Auparavant, il fait escale à Dakar au Sénégal, où 90 soldats allemands et un Airbus de ravitaillement en vol sont stationnés.

nicht wie ursprünglich vorgesehen mit einer gebührenpflichtigen Verwarnung geahndet. Die Alkoholtests waren vor allem wegen ihrer Unzuverlässigkeit und des hohen Preises zunehmend in die Kritik geraten. Alkoholkonsum ist in Frankreich der Grund für rund ein Drittel der Unfalltoten auf den Straßen.

Un débat de société

La Cour constitutionnelle de Karlsruhe juge non conforme à la Loi fondamentale l’interdiction pour les personnes de même sexe d’adopter un enfant déjà adopté par l’un des partenaires. La législation devra être modifiée avant juin 2014. Cet arrêt, rendu le 19 février, renforce l’égalité des droits entre les couples hétérosexuels et homosexuels. Les personnes de même sexe ne peuvent pas adopter un enfant en tant que couple, contrairement aux célibataires, indépendamment de leur orientation sexuelle, pour lesquels l’adoption est autorisée depuis 1998. Depuis 2001, les couples de même sexe peuvent signer un contrat de communauté de vie pour officialiser leur union, et depuis 2005 ils peuvent adopter l’enfant biologique de leur partenaire. Le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, appelle certes son parti à prendre en considération l’évolution des réalités de la société et approuve la réflexion sur l’octroi d’avantages fiscaux aux couples de même sexe. Le président du groupe parlementaire chrétien-démocrate, Volker Kauder, se prononce en faveur d’une réforme plus large. Mais au sein de l’aile bavaroise de la CDU, le verdict des juges de Karlsruhe suscite des réactions plus hostiles. Le ministre-président de Bavière, Horst Seehofer, exclue une réforme des règles fiscales avant les élections de septembre. La chanceille quant à elle demande un délai de réflexion.

19.03. Im Norden Kameruns werden sieben französische Touristen, darunter vier Kinder, von einer islamistischen Gruppe entführt. Hinter den Taten wird die Terrorgruppe *Boko Haram* aus Nigeria vermutet. Französische Staatsbürger gelten seit dem Kriegseinsatz Frankreichs in Mali als besonders gefährdet. Radikale Islamistengruppen

hatten in den vergangenen Wochen mehrfach zu Vergeltungsakten aufgerufen. Am 20. März meldet der nordafrikanische Ableger von *Al-Kaida* den Tod einer französischen Geisel.

25.02. François Hollande kündigt einen flächendeckenden Breitbandausbau in Frankreich in den kommenden Jahren an. Mit einer Fördersumme von 20 Milliarden Euro soll bis 2017 über die Hälfte des Landes mit Bandbreiten von über 50 Mbit/s versorgt sein. Die Finanzierung erfolgt dabei in ländlichen Gebieten gänzlich durch den Staat, in dichter besiedelten Regionen sollen sich vor allem Telefongesellschaften an den Kosten beteiligen.

März/mars

01.03. Der französische Senat stimmt mit knapper Mehrheit für einen von den Kommunisten und der Linkspartei eingebrachten Gesetzesvorschlag, der eine Amnestie für Gesetzesverstöße im Rahmen von Arbeitskonflikten oder Protesten gegen die Wohnungsnot vorsieht. Erfasst sind Taten mit einer Strafe von bis zu fünf Jahren Haft, wie etwa Sachbeschädigung, Bedrohung oder Hausfriedensbruch. Der Gesetzesvorschlag, über den die Nationalversammlung im Frühjahr abstimmen wird, war von der Regierung nach zahlreichen Änderungen gebilligt worden.

06.03. Premierminister Jean-Marc Ayrault stellt die neuen Pläne zu dem unter der Vorgängerregierung initiierten Infrastrukturprojekt *Grand Paris* vor. Ziel des überarbeiteten Maßnahmen-Plans mit dem neuem Titel *Nouveau Grand Paris* ist die Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit und Solidarität der Region Ile-de-France. Das Projekt sieht die Schaffung von 70 000 neuen Wohnungen pro Jahr und 250 000 Arbeitsplätzen bis 2030 sowie die Einrichtung eines neuen interkommunalen Verwaltungssystems vor. Zudem wird das bereits konzipierte Verkehrsprojekt *Grand Paris Express*, das bis 2030 im Großraum Paris ein rund 200 Kilometer langes Schienennetz mit 72 neuen Bahnhöfen vorsieht, finanziell aufgestockt.

07.03. Bei Protesten gegen die Schließung eines Goodyear-Reifenwerkes in Nordfrankreich kommt es zu gewaltsausschreitungen. Dabei bewerfen die Mitarbeiter die Polizei mit brennenden Autoreifen und Wurfgeschossem. Der US-Reifenhersteller Goodyear hatte die Schließung seines Standortes in Amiens mit knapp 1 200 Mitarbeitern Ende Januar nach gescheiterten Verhandlungen mit den Gewerkschaften beschlossen. Versuche der Regierung, einen neuen Investor für das Unternehmen zu finden, waren fehlgeschlagen.

07.03. Im Streit um die Zukunft des angeschlagenen Autoherstellers Renault billigen die Beschäftigten einen weitreichenden Sparplan der Unternehmensführung. Dieser sieht eine Verlängerung der Arbeitszeiten sowie ein Einfrieren der Löhne und Gehälter bis Ende 2013 vor.

Darüber hinaus werden bis 2016 rund 7 500 Stellen abgebaut. Im Gegenzug verpflichtet sich Renault dazu, vorerst kein französisches Werk zu schließen. Nach Angaben des Unternehmens soll die heimische Produktion bis 2016 auf 710 000 Fahrzeuge jährlich steigen. Im vergangenen Jahr waren nur 530 000 Fahrzeuge in Frankreich produziert worden.

12.03. Bei einem zweitägigen Besuch im ostfranzösischen Dijon räumt Staatspräsident Hollande erstmals ein, dass das französische Staatsdefizit 2013 bei 3,7 % liegen werde. Er bestätigt damit eine im Februar veröffentlichte Wirtschaftsprgnose der EU-Kommission. Hollande hatte versprochen, das Defizit im Jahr 2013 entsprechend der Maßgabe der Europäischen Union auf 3,0 % des Bruttoinlandsprodukts zu begrenzen. Aufgrund des schwachen Wirtschaftswachstums

Lutte contre l'extrémisme de droite

Une délégation de la commission d'enquête du *Bundestag* se rend le 15 février en Turquie pour convaincre les autorités turques de la volonté des parlementaires allemands de vouloir faire toute la lumière sur les exactions d'un groupe néo-nazi, à deux jours d'un procès contre Beate Zschäpe, militante du parti d'extrême-droite NSU (*National-Sozialistischer Untergrund*), arrêtée en novembre 2011. Elle est soupçonnée d'avoir participé à dix meurtres entre 2000 et 2007 contre des ressortissants turcs et grecs et une policière allemande. Ces attentats avaient été attribués à des controverses entre citoyens d'origine turque.

Le 18 février, le chef de l'Etat, Joachim Gauck, reçoit à Berlin les familles des victimes d'un attentat commis en 2004 à Cologne. L'ancien ministre de l'Intérieur, le social-démocrate Otto Schily, assume le 15 mars la responsabilité des erreurs commises par les enquêteurs et regrette d'avoir sous-estimé à l'époque la gravité des faits et le danger néo-nazi. Une polémique éclate fin mars au moment d'accréditer les journalistes pour le procès de Beate Zschäpe et quatre autres suspects à Munich. Aucun journaliste turc ou grec n'a accès au procès, le tribunal expliquant

que la salle d'audience est trop petite et que les autorisations sont attribuées à la presse dans l'ordre des demandes.

Parallèlement, les députés du *Bundestag* débattent le 1^{er} février sur la perspective d'une interdiction du parti d'extrême-droite NPD. Les sociaux-démocrates estiment que les chances d'une telle interdiction n'ont jamais été aussi grandes. Les autres partis mettent néanmoins en garde contre les conséquences qu'aurait un échec de cette requête auprès de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Le NPD avait tenté en novembre 2012 de briser l'élan de ses adversaires en demandant lui-même à Karlsruhe de confirmer que le parti n'était pas inconstitutionnel et que le *Bundestag*, le *Bundesrat* et le gouvernement violaient gravement le droit des partis en revendiquant une interdiction du NPD. Karlsruhe rejette le 5 mars la plainte du parti néo-nazi. Le gouvernement renonce le 20 mars à faire la demande auprès de Karlsruhe, malgré l'intention officiellement déclarée en décembre par les *Länder* au *Bundesrat*. Une telle initiative avait échoué dix ans plus tôt, car des informateurs des services de renseignement avaient été placés dans les instances dirigeantes du NPD.

